

# L'économie suisse face à la morosité de la conjoncture et des perspectives sur le marché du travail

Les perspectives conjoncturelles de l'économie suisse se sont encore assombries durant le premier semestre 2009. Après la dégradation généralisée de l'économie mondiale, qui a débuté à l'automne 2008, les indicateurs internationaux laissent entrevoir depuis quelques mois la fin de la spirale baissière. Il faudra, cependant, du temps pour vaincre la récession. Quant à la reprise, elle se fera sentir lentement en raison des incidences de la crise financière mondiale.

## La conjoncture suisse aspirée par la spirale baissière internationale

Avec l'accélération de la crise financière et pour la première fois depuis des décennies, tous les grands espaces économiques (Amérique du Nord, Europe, Asie) sont entrés presque simultanément dans une profonde récession. Au printemps 2009, celle-ci ne donnait encore aucun signe de ralentissement. De nombreux pays de l'OCDE ont enregistré un recul notable de leur produit intérieur brut (PIB) durant le quatrième trimestre de 2008 et le premier de 2009 (voir *graphique 1*). Le repli a été particulièrement marqué au Japon et en Allemagne. Leurs économies n'avaient pourtant pas souffert de l'éclatement d'une bulle immobilière, contrairement à des pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne ou l'Espagne. Cet avantage a, toutefois, été largement compensé par un recul massif des exportations.

Étant donné sa forte orientation vers les marchés internationaux et l'importance de sa place financière, la Suisse n'a évidemment pas échappé aux conséquences sur l'économie réelle de ce qui est bien la plus grave crise financière et économique depuis les années trente. De 2004 à 2007, l'expansion de l'économie mondiale et la mise en œuvre de certaines réformes – libre circulation des personnes, loi sur le marché intérieur, loi sur les cartels, etc. – lui avaient donné des ailes: la Suisse avait alors connu sa période de croissance la plus longue et la plus marquée depuis le début des années quatre-vingt (avec une progression annuelle de 3% du PIB en moyenne). Bien que la situation économique ait été saine sur le plan intérieur, la Suisse a plongé durant le deuxième semestre de 2008

dans une récession «importée» en quelque sorte – qui ne cesse de s'aggraver et de s'étendre depuis le début de 2009. Ainsi, l'activité économique s'est contractée de 0,6% au quatrième trimestre de 2008 et de 0,8% au premier trimestre de 2009<sup>1</sup>, tombant à un niveau inférieur de 2,4% à celui de l'année précédente. Bien qu'il s'agisse là du recul le plus important depuis les années septante, ces chiffres semblent encore assez modérés si on les compare aux décrochages enregistrés dans d'autres pays. Il reste maintenant à savoir si l'économie suisse ne va pas réagir encore davantage à la crise, avec un temps de retard. Le fait que la demande intérieure – notamment la consommation privée – reste pour l'instant relativement soutenue pourrait expliquer ce décalage. Les secteurs tournés vers le marché intérieur (le commerce de détail et la construction par exemple) ont bien résisté jusqu'au printemps 2009, même si les perspectives se sont nettement assombries pour eux aussi.

En revanche, d'importants signes de récession sont venus depuis l'automne dernier des secteurs économiques axés sur les marchés internationaux. Le recul de la demande au niveau mondial a frappé de plein fouet les exportations suisses au premier trimestre. Après la chute des trois derniers mois de 2008, l'ensemble des exportations (biens et services) ont accusé une forte baisse durant le premier trimestre de 2009, se contractant de 5,4% par rapport au trimestre précédent. Alors que les chiffres relativement positifs du mois d'avril avaient brièvement fait croire à la possibilité d'une inversion de tendance, les résultats de mai ont brusquement réduit cet espoir à néant: les exportations de marchandises ont plongé de 19,7% par rapport à l'année précédente; ce fut même le recul mensuel le plus fort depuis le début de la série historique (1988). La demande a fléchi dans toutes les régions du monde. Ainsi, les exportations nominales de marchandises vers l'Union européenne (UE) ont baissé de 18%; les pays émergents d'Asie ont acheté presque 30% de biens suisses en moins que l'année précédente. Le canal traditionnel du commerce extérieur, via l'industrie d'exportation, n'est pas le seul à peser sur l'évolution de l'économie suisse: celle-ci est également affectée par la récession qui touche le secteur financier, dont



**Werner Aeberhardt**  
Chef du secteur Analyse du marché du travail et politique sociale, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne



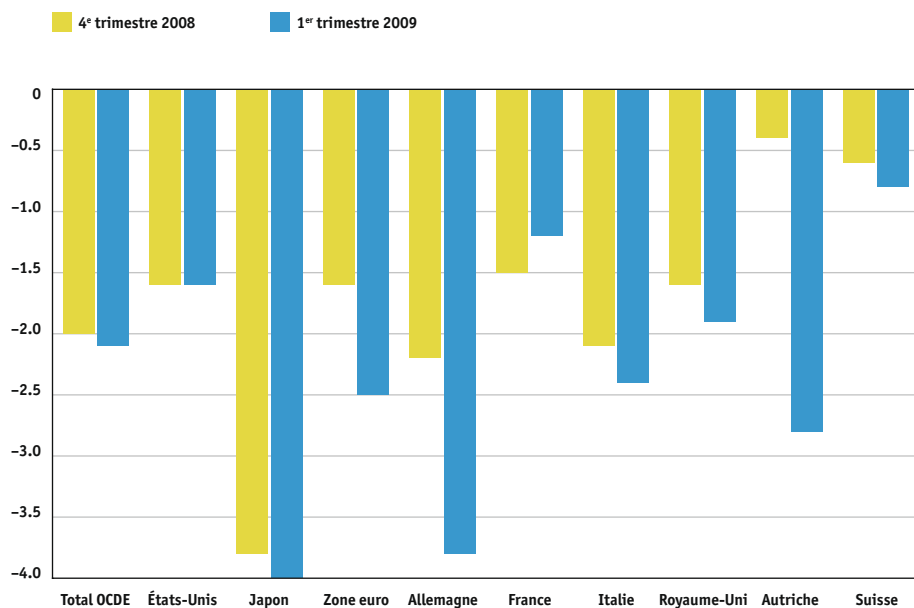
**Frank Schmidbauer**  
Chef suppléant du secteur Conjoncture, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne

<sup>1</sup> Ces taux expriment la variation par rapport au trimestre précédent, en données non annualisées.

Graphique 1

**Croissance réelle du PIB dans quelques pays**

Variations en % par rapport au trimestre précédent (données non annualisées)



Source: OCDE, SECO / La Vie économique

Tableau 1

**Prévisions pour l'économie mondiale**

Croissance du PIB (en %)	2008	2009	2010
États-Unis	1.1	-3.0	0.6
Zone euro	0.7	-4.7	-0.2
Allemagne	1.0	-6.2	0.0
Japon	-0.7	-6.8	0.6
Prix du pétrole (USD/baril de Brent)	97.2	58	70

Source: OCDE, Eurostat / La Vie économique

la valeur ajoutée ne cesse de diminuer de trimestre en trimestre depuis le début de 2008.

### Les perspectives de la conjoncture mondiale: un ralentissement de la récession se profile...

C'est essentiellement l'évolution de la conjoncture internationale qui va déterminer l'intensité et la durée de la récession en Suisse. À première vue, l'horizon est plutôt sombre. Selon les prévisions conjoncturelles actuelles, l'activité économique devrait être en net recul en 2009 dans la plupart des pays de l'OCDE, avec des taux de croissance négatifs d'une ampleur que l'on avait rarement observée jusqu'à présent.

Les indices laissant entrevoir la fin de la spirale baissière se multiplient depuis quelques mois (avril/mai). Une série d'indicateurs montrent que le déclin de l'activité économique mondiale a sensiblement ralenti depuis le printemps. Les perspectives concer-

nant les attentes des entreprises se sont légèrement améliorées dans de nombreux pays, tout en restant à un faible niveau. Les indicateurs «durs» – industrie de production, entrées de commandes et exportations – donnent également des signes de stabilisation. Dans les pays en développement et émergents – en particulier l'Asie –, le commerce extérieur tend même à s'inscrire de nouveau à la hausse. En même temps, les prix des matières premières ont commencé à se redresser après avoir touché le fond.

Ces mouvements, certes encourageants, se situent toutefois à un niveau très modeste pour la plupart des indicateurs. Pour l'instant, ils n'annoncent qu'un ralentissement de la récession et pas encore une reprise de la croissance. De même, la situation s'est quelque peu détendue sur les marchés financiers internationaux depuis avril dernier, grâce aux politiques économiques engagées pour stabiliser la conjoncture. Cela s'est manifesté par une baisse des primes de risque dans divers segments du marché (notamment les marchés interbancaires et les emprunts d'entreprises). En résumé, le risque de voir l'économie mondiale poursuivre sa descente aux enfers est moins élevé aujourd'hui qu'il y a quelques mois. On table toujours sur une stabilisation de la conjoncture internationale d'ici la fin de l'année, d'autant que les fortes impulsions insufflées par les politiques monétaire et financière ne font que commencer à déployer leurs effets à l'échelle planétaire.

### ...mais les rouages seront encore grippés l'année prochaine

Les impulsions énergiques données par les politiques économiques ainsi que la stabilisation progressive des marchés financiers accréditent l'idée que la conjoncture mondiale se ressaisira lentement d'ici la fin de 2009. Pourtant, l'année qui suivra ne sera guère marquée par un redressement solide et constant. Il est vrai que des reprises vigoureuses ont souvent suivi par le passé les phases de récession. Toutefois, comme celle que nous vivons actuellement est liée à une crise financière, on risque d'avoir plus de peine à s'en débarrasser. Les répercussions de la crise financière – que l'on songe par exemple au processus de désendettement – feront obstacle à une dynamique haussière soutenue. Le Groupe d'experts de la Confédération a publié le 17 juin ses dernières prévisions conjoncturelles pour l'évolution économique de la Suisse d'ici 2010. Il se fonde sur le scénario établi pour l'économie mondiale, selon lequel la croissance du PIB aux États-Unis et dans l'UE ne reprendra que mollement d'ici fin 2010, atteignant une moyenne proche de

Graphique 2

### Le climat des affaires aux États-Unis, dans la zone euro et en Suisse

Indices des directeurs d'achat pour l'industrie, valeurs désaisonnalisées

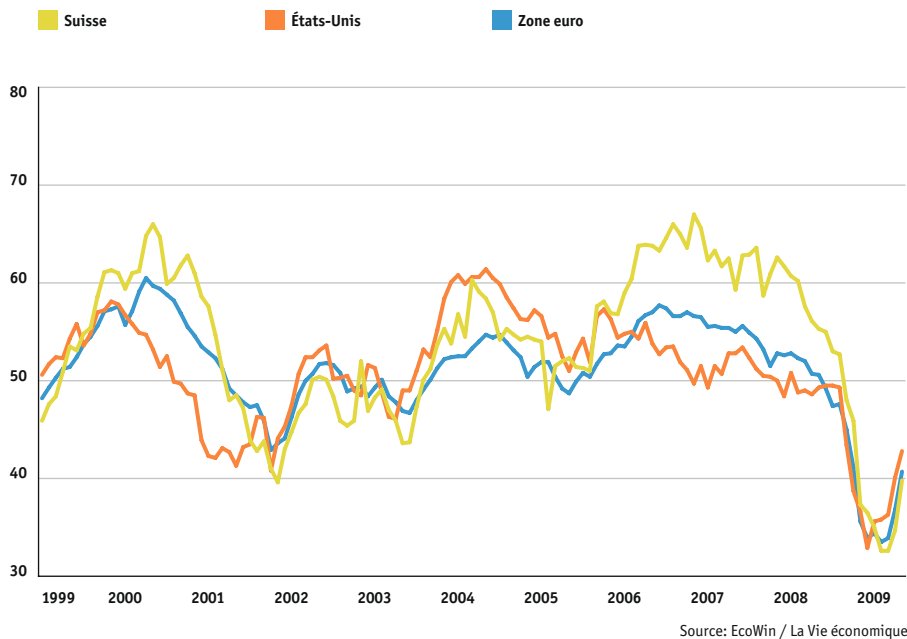


Tableau 2

#### Prévisions pour la Suisse (juin 2009)

Modifications en % par rapport à l'année précédente, taux de chômage

	2008	2009	2010
<b>BIP</b>	<b>1.6</b>	<b>-2.7</b>	<b>-0.4</b>
Consommation privée	1.7	0.2	-0.2
Consommation des collectivités publiques	0.0	2.4	-1.3
Investissements dans la construction	-2.9	-2.0	0.5
Investissements dans les biens d'équipement	-0.8	-10.0	-5.0
Exportations	2.2	-11.2	1.4
Importations	-0.5	-6.9	0.8
Emploi (équivalents plein temps)	2.8	-1.2	-2.3
Taux de chômage	2.6	3.8	5.5
Prix à la consommation	2.4	-0.5	0.9

Source: Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles / La Vie économique

zéro cette année-là (ce qui n'exclut évidemment pas quelques trimestres de croissance positive). Dans de nombreux pays, il est imaginable que l'inversion du cycle de stockage et l'impact des vastes mesures conjoncturelles provoquent temporairement une réactivation sensible de la croissance, mais cet élan sera à nouveau freiné par la suite<sup>2</sup>.

#### Suisse: une timide accalmie de la récession d'ici fin 2010

Depuis quelque temps, certains indicateurs du climat des affaires<sup>3</sup> laissent entrevoir une très légère inflexion de la conjoncture en Suisse. La crise, qui a d'abord touché le sec-

teur financier, puis l'industrie d'exportation, devrait encore affecter gravement, au cours des prochains trimestres, les secteurs axés sur l'économie intérieure ainsi que la consommation privée, jusqu'ici relativement solide. De ce fait, il est peu probable que la Suisse sorte rapidement de la récession.

À la mi-2009, les perspectives conjoncturelles pour la Suisse sont encore plus défavorables que celles publiées en mars dernier. Cela tient essentiellement au fait que la récession économique mondiale s'est accentuée depuis le début de l'année et qu'elle est donc plus sévère que supposé initialement. Relevons toutefois que, dans l'intervalle, les signes laissant présager une accalmie se sont faits plus précis qu'il y a quelques mois dans plusieurs pays de l'OCDE. À condition que l'économie mondiale et les marchés financiers se stabilisent, le recul du PIB devrait aussi ralentir progressivement en Suisse d'ici la fin de 2009, puis afficher une très modeste reprise en 2010. Dans ses prévisions conjoncturelles de juin dernier, le Groupe d'experts de la Confédération table sur une contraction du PIB de 2,7% en 2009 (contre -2,2% auparavant). Il faut également s'attendre à un minime recul de 0,4% en 2010 (contre +0,1% auparavant), en raison de la lenteur de l'amélioration qui se dessine.

Après une baisse massive de plus de 10%, les exportations de biens et de services devraient à nouveau progresser légèrement durant l'année 2010, soutenant ainsi la timide reprise de la conjoncture. Par contre, le fléchissement de la consommation des ménages privés devrait s'accroître sous l'effet de la baisse de l'emploi.

Par rapport aux prévisions établies fin 2008 et début 2009, lorsque les risques conjoncturels étaient énormes (en raison des impondérables liés à la crise financière) et dénotaient une grande incertitude sur la profondeur possible de la récession, la situation paraît plus nuancée au début de l'été 2009. Les indicateurs conjoncturels avancés révèlent désormais un ralentissement des tendances récessives. Une accélération de la spirale baissière de l'activité économique dans les prochains trimestres semble ainsi bien moins probable aujourd'hui qu'il y a quelques mois.

#### L'ombre de la crise plane sur le marché du travail

L'évolution de l'emploi confirme celle de l'économie réelle depuis quelques mois: sa faiblesse s'est d'abord reportée sur l'industrie d'exportation; elle s'étend maintenant aux secteurs de l'économie intérieure sensibles aux fluctuations de la conjoncture. Ainsi,

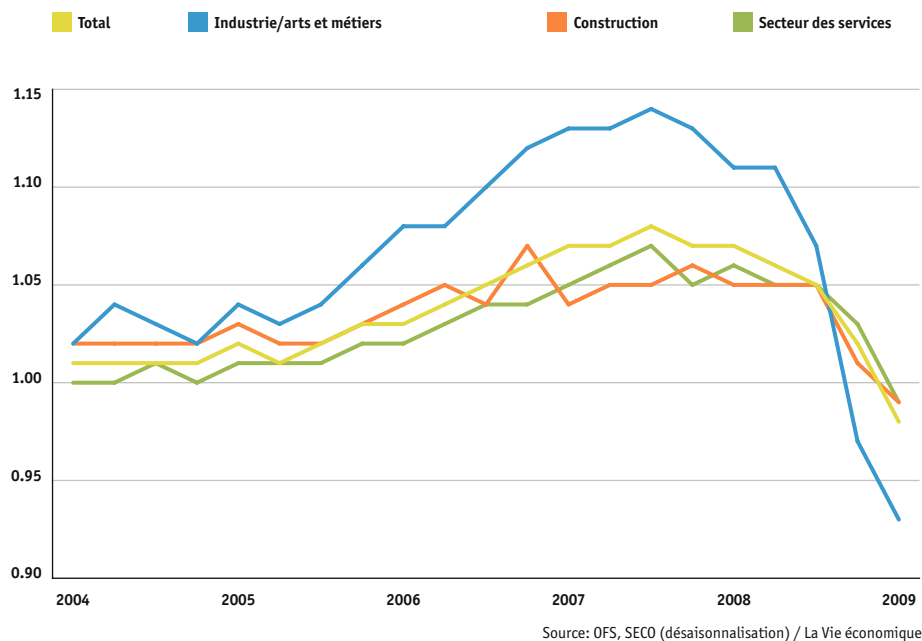
2 Une reprise en W ou en L semble plus probable que le classique redressement en V.

3 Ainsi, l'indice des directeurs d'achat dans l'industrie figure en juin pour la première fois dans le baromètre conjoncturel du KOF, qui s'appuie sur une large base sectorielle.

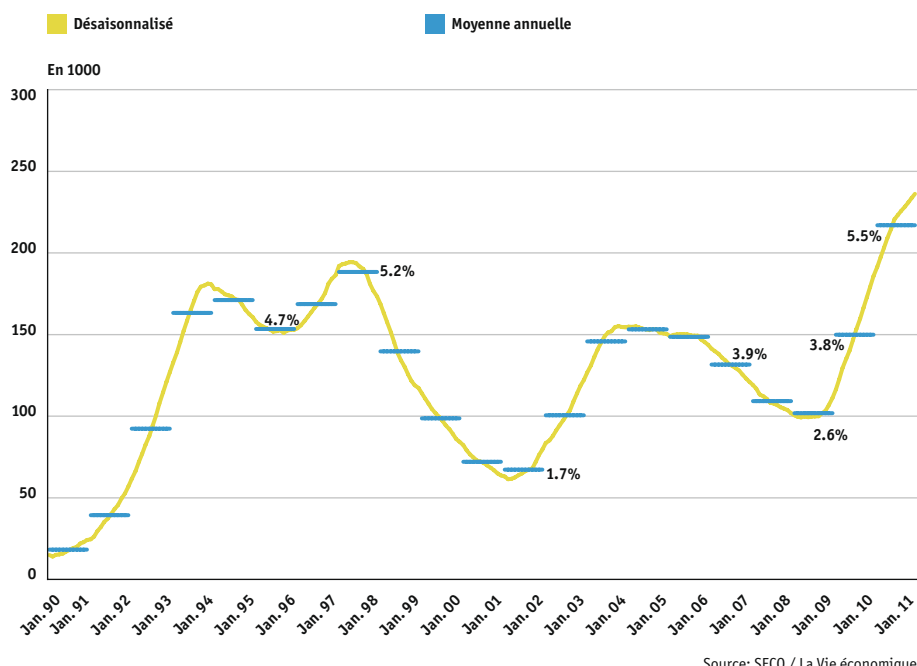
Graphique 3

**Perspectives d'emploi en Suisse, par secteurs économiques**

Indicateur, pondération selon le nombre d'employés, valeurs désaisonnalisées



Graphique 4

**Chômage: évolution depuis 1990 et prévisions jusqu'en 2010**

alors que le PIB accusait déjà un recul sensible au premier trimestre en données désaisonnalisées, l'emploi en équivalents plein temps s'est tout juste maintenu par rapport au trimestre précédent. Étant donné la situation économique actuelle, il n'est pas étonnant d'assister à un net repli de l'emploi dans l'industrie. Dans le secteur des

services, l'hôtellerie-restauration et le commerce ont notamment reculé, ce qui constitue un signe avant-coureur d'un affaiblissement général de l'économie intérieure. En revanche, les branches traditionnellement solides, comme la santé, les activités sociales et l'enseignement, continuent de soutenir l'emploi.

L'évolution du chômage montre une image analogue. Après avoir atteint un niveau très bas au milieu de 2008, avec environ 100 000 chômeurs, il a augmenté dès septembre à un rythme de plus en plus soutenu. Entre novembre 2008 et mai 2009, le nombre de chômeurs s'est accru de 5600 par mois hors variations saisonnières, soit une hausse de presque 5%. Il faut remonter au début des années nonante pour trouver une progression aussi forte. À fin mai, le nombre de chômeurs (corrige des variations saisonnières) s'élevait à 140 000, ce qui représente un taux de 3,6%. À cette date, 135 128 personnes étaient effectivement inscrites au chômage (3,4%). L'ensemble des demandeurs d'emploi se chiffrait à 192 516 personnes (chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs).

**De sombres perspectives pour le marché du travail en 2009 et 2010**

Diverses informations font craindre que la situation sur le marché du travail ne continue de se détériorer sensiblement durant les mois à venir. Ainsi, les indicateurs anticipés dressent tous le même tableau.

Encadré 1

**Un recours accru au chômage partiel**

Contrairement au nombre de personnes occupées, l'ampleur du chômage partiel fournit très tôt des indications sur la gravité de la crise économique. Ces derniers mois, les entreprises ont recouru au chômage partiel avec une intensité que l'on n'avait plus observée depuis des années. En mars, on comptait déjà 41 000 indemnités de ce type. La moyenne des heures de travail perdues s'élevait à 64 par employé, ce qui correspond à 36% d'un emploi à plein temps. Ainsi, le volume total de travail perdu équivalait en mars à presque 15 000 postes à plein temps.

À titre de comparaison, seules 18 400 personnes étaient inscrites au chômage partiel en mars 2002, lors de la précédente phase de récession économique. Aujourd'hui, le recours à la réduction de l'horaire de travail pourrait être dû notamment au fait que de nombreuses entreprises ont été surprises par le moment et la violence de la crise actuelle. De plus, la chute des ventes s'est concentrée dans l'industrie, où cet instrument est particulièrement aisé à appliquer. Il pourrait, enfin, avoir été favorisé par l'allongement provisoire de la durée d'indemnisation à 18 mois et la réduction de la franchise mensuelle.

Tableau 3

## Évolution prévue du chômage des jeunes

Taux (en %)	2008	2009	2010
15-19 ans	2.0	3.3	5.2
20-24 ans	3.5	5.9	9.4
Toutes les classes d'âge	2.6	3.8	5.5

Source: SECO / La Vie économique

Au premier trimestre de 2009, l'indice des places vacantes a reculé de 16% par rapport au trimestre précédent, en données corrigées des variations saisonnières. Il a ainsi chuté globalement de 37% par rapport au premier trimestre de l'année précédente.

L'indice Jobpilot, qui mesure le volume des offres d'emploi publiées sur Internet, affiche également un sévère recul. Durant les quatre premiers mois de 2009, il s'est replié de 13% en valeurs désaisonnalisées. En avril, il avait ainsi perdu 26% par rapport à sa valeur de l'année précédente.

Selon le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), le nombre des places vacances annoncées atteignait 11 739 à fin mai, soit 24% de moins qu'une année auparavant.

L'indicateur des perspectives d'emploi (voir *graphique 3*) pointe dans la même direction. Pour la première fois depuis que l'on a commencé à le calculer en 2004, sa valeur corrigée des variations saisonnières est tombée en dessous de 1 point, ce qui laisse présager un recul global de l'emploi au deuxième trimestre de 2009<sup>4</sup>. C'est surtout dans l'industrie qu'il faut s'attendre à une augmentation des licenciements ces prochains mois. L'indicateur désaisonnalisé a atteint un nouveau plancher à 0,93 point. Dans la construction comme dans les services en général, il s'élève à 0,99 point, une valeur qui suggère également l'imminence d'une légère diminution de l'emploi. En ce qui concerne le secteur tertiaire, d'importantes suppressions de postes sont à prévoir dans les transports et les communications, dans les activités financières et dans l'hôtellerie-restauration. L'évolution devrait être légèrement négative dans le commerce.

Le volume attendu de la demande globale confirme les tendances qui se dégagent de ces indicateurs. Il est de plus en plus clair que la faiblesse actuelle de la demande ne pourra pas être surmontée durant les mois à venir. Au contraire, la crise va même s'étendre au marché intérieur. Cela forcera un nombre croissant d'entreprises à adapter leurs effectifs. Non seulement ces dernières hésiteront à engager de nouveaux collaborateurs, mais elles devront également procéder à des licenciements. Après le recul prévu de 2,7% du PIB en 2009, les capacités de l'économie

suisse seront fortement sous-utilisées en 2010, ce qui pèsera sur la demande de main-d'œuvre de la part des entreprises. Le déséquilibre du marché du travail sera encore accentué par l'augmentation de la population active.

Tout cela rend inévitable une nouvelle recrudescence du chômage. Son taux (désaisonnalisé), qui s'élevait à 3,6% en mai, devrait largement dépasser 4% à la fin de l'année (soit 3,8% en moyenne annuelle pour 2009, ce qui correspond à 150 000 personnes). La hausse devrait se poursuivre l'année prochaine, le portant bien au-delà de la barre des 5%. Sur la base de notre scénario conjoncturel, la montée du chômage sera encore relativement forte au premier semestre de 2010. Elle fléchira lentement par la suite. Le Groupe d'experts de la Confédération table sur un taux annuel moyen de 5,5% pour 2010, ce qui correspond à 217 000 personnes inscrites dans les ORP.

Le *graphique 4* montre clairement que le chômage évoluera ces prochains temps à son plus haut niveau de ces deux dernières décennies<sup>5</sup>. Sa progression est pratiquement aussi abrupte qu'au début des années nonante. Le taux de chômage enregistré en 2008 (2,6%) va plus que doubler d'ici 2010. Toutes les catégories de travailleurs ne seront pas touchées dans la même proportion. Le chômage des jeunes devrait être particulièrement important (voir *tableau 3*). Selon les prévisions, la conjoncture suisse aura beaucoup de peine à se rétablir, même en 2010. Il y a donc lieu de craindre que la situation ne continue de se dégrader fortement sur le marché du travail.

4 Une valeur inférieure à 1 signifie que les entreprises qui ont prévu de supprimer des postes dans le trimestre suivant l'enquête prévalent sur celles qui ont au contraire planifié la création de nouveaux emplois. Les réponses sont pondérées en fonction du nombre de personnes employées par l'entreprise.

5 Comme le taux de chômage se calcule sur la base de la population active selon le recensement de 2000 (dénominateur) et que la population active a augmenté entre-temps d'environ 10%, le taux de 2010 devrait être légèrement surestimé. Malgré ce problème de données, les indications figurant dans le texte conservent leur validité, car le taux de chômage de 1997 repose sur le recensement de 1990 et affiche le même type de distorsion.